
Sénat et Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1995 (*)

11 SEPTEMBRE 1995

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION (1)

PAR
MM. **Hugo COVELIERS** ET
Didier REYNDERS

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa réunion du 10 juillet 1995, la commission parlementaire de concertation a chargé ses deux présidents, MM. Swaelen et Langendries, ainsi que vos deux rapporteurs, d'élaborer un projet de règlement d'ordre intérieur, comme il est prévu à l'article 6 de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation.

Les présidents et les rapporteurs ont entamé leurs travaux sur la base d'un avant-projet rédigé par les services du Sénat et de la Chambre des représentants. L'avant-projet, ainsi que le résumé de la discussion que les présidents et les rapporteurs lui ont consacrée, figurent à l'annexe 1 du présent rapport.

Ils ont été transmis à tous les membres de la commission, en même temps que le « projet de règlement d'ordre intérieur » reproduit ci-après (voir chapitre I^{er}), qui a servi de base à la discussion au sein de la commission de concertation (voir chapitre II).

La commission a adopté son règlement d'ordre intérieur le 11 septembre 1995.

(1) Composition de la Commission : voir p. 2.

(*) Première session de la 49^e législature.

Belgische Senaat en Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1995 (*)

11 SEPTEMBER 1995

REGLEMENT VAN ORDE VAN DE PARLEMENTAIRE OVERLEGCOMMISSIE

VERSLAG

NAMENS DE PARLEMENTAIRE
OVERLEGCOMMISSIE (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN **Hugo COVELIERS** EN
Didier REYNDERS

DAMES EN HEREN,

Tijdens haar vergadering van 10 juli 1995 belastte de parlementaire overlegcommissie beide voorzitters, de heren Swaelen en Langendries, alsmede uw twee rapporteurs, met het opstellen van een ontwerp van reglement van orde zoals bedoeld in artikel 6 van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie.

Bij het aanvangen van hun werkzaamheden gingen de voorzitters en de rapporteurs uit van een door de diensten van de Senaat en de Kamer van volksvertegenwoordigers geredigeerd voorontwerp. Het voorontwerp en de samenvatting van de bespreking door de voorzitters en de rapporteurs gaan als bijlage 1 bij dit verslag.

Ze werden aan alle commissieleden overgezonden, samen met het onderstaande « ontwerp van reglement van orde » (zie hoofdstuk I), dat de grondslag vormde voor de bespreking in de overlegcommissie (zie hoofdstuk II).

De commissie heeft haar reglement van orde aangenomen op 11 september 1995.

(1) Samenstelling van de Commissie : zie blz. 2.

(*) Eerste zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. — PROJET DE REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

1.1. Immédiatement après que les deux assemblées ont désigné leurs représentants au sein de la commission, les présidents convoquent celle-ci en vue de son installation.

1.2. La réunion d'installation est présidée par le président qui, en vertu de l'article 6, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État, préside les réunions de la commission pour la durée de la session parlementaire.

1.3. Le procès-verbal d'installation mentionne le lieu, la date et l'heure de l'installation, les membres présents, les membres effectifs de la commission, les membres suppléants et le président qui présidera les réunions pour la durée de la session parlementaire.

1.4. Le procès-verbal est signé par les présidents et par les greffiers des deux assemblées.

2. Toute modification du nombre des membres d'un groupe politique au sein d'une assemblée est immédiatement répercutée dans la représentation des groupes de cette assemblée au sein de la commission. Les membres sortants conservent toutefois leur mandat jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement par l'assemblée qui les a désignés.

3. Un vice-président est désigné au sein de chacune des composantes de la commission. Sans préjudice de la disposition du point 4.1, les présidents sont remplacés par les vice-présidents ou, en leur absence, par le doyen d'âge appartenant à la même assemblée.

(1) Composition de la Commission :

Président : MM. Swaelen et Langendries.

A. — Membres effectifs de la Chambre des représentants :

C.V.P. MM. Dupré, Tant.
V.L.D. MM. De Croo, Dewael.
P.S. MM. Eerdekens, Moureaux.
S.P. M. Vanvelthoven.
P.R.L.- M. Reynders.
F.D.F.
P.S.C. M. Langendries.
Ecolo/ M. Lozie.
Agalev
VI. M. Annemans.
Blok

B. — Membres suppléants de la Chambre des représentants :

MM. Breyne, Van Parys.
MM. Van Belle, Verwilghen.
MM. Dighneef, Moriau.
M. Van der Maelen.
M. Michel.
Mme de T'Serclaes.
M. Decroly.
M. Lowie.

A. — Membres effectifs du Sénat :

C.V.P. MM. Swaelen, Vandenberghe.
V.L.D. MM. Coveliers, Verhofstadt.
P.S. MM. Lallemand, Mahoux.
S.P. MM. Erdman, Hostekint.
P.R.L.- M. Monfils.
F.D.F.
P.S.C. M. Nothomb.
VI. M. Verreycken.
Blok

B. — Membres suppléants du Sénat :

MM. Bourgeois, Olivier.
MM. Goovaerts, Goris.
MM. Hotyat, Mouton.
MM. Moens, Pinoie.
M. Foret.
Mme Milquet.
M. Raes.

I. — ONTWERP VAN REGLEMENT VAN ORDE

1.1. Onmiddellijk nadat beide assemblées hun vertegenwoordigers in de commissie hebben benoemd, roepen de voorzitters de commissie bijeen met het oog op haar installatie.

1.2. De installatievergadering wordt voorgezeten door de voorzitter die krachtens artikel 6, tweede lid, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet en tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de vergaderingen van de commissie voor de duur van de parlementaire zitting voorziet.

1.3. Het proces-verbaal van de installatie vermeldt de plaats, de datum en het uur van installatie, de aanwezige leden, de vaste leden van de commissie en de plaatsvervangers en de voorzitter die voor de duur van de parlementaire zitting de vergaderingen zal voorzitten.

1.4. Het proces-verbaal wordt ondertekend door de voorzitters en de griffiers van beide assemblées.

2. Iedere wijziging in het ledental van een fractie in een assemblée wordt onmiddellijk verrekend in de vertegenwoordiging van de fracties van die assemblée in de commissie. De uittredende leden behouden hun mandaat tot in hun vervanging is voorzien door de assemblée die hen heeft aangewezen.

3. Binnen elk van de samenstellende delen van de commissie wordt een ondervoorzitter aangewezen. Onverminderd het bepaalde onder 4.1, worden de voorzitters, wanneer zij verhinderd zijn, vervangen door de ondervoorzitters, of, bij hun afwezigheid, door het oudste lid in jaren behorende tot dezelfde assemblée.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitters : de heren Swaelen en Langendries.

A. — Vaste leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

C.V.P. HH. Dupré, Tant.
V.L.D. HH. De Croo, Dewael.
P.S. HH. Eerdekens, Moureaux.
S.P. H. Vanvelthoven.
P.R.L.- H. Reynders.
F.D.F.
P.S.C. H. Langendries.
Ecolo/ H. Lozie.
Agalev
VI. H. Annemans.
Blok

B. — Plaatsvervangers van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

HH. Breyne, Van Parys.
HH. Van Belle, Verwilghen.
HH. Dighneef, Moriau.
H. Van der Maelen.
H. Michel.
Mevr. de T'Serclaes.
H. Decroly.
H. Lowie.

A. — Vaste leden van de Senaat :

C.V.P. HH. Swaelen, Vandenberghe.
V.L.D. HH. Coveliers, Verhofstadt.
P.S. HH. Lallemand, Mahoux.
S.P. HH. Erdman, Hostekint.
P.R.L.- H. Monfils.
F.D.F.
P.S.C. H. Nothomb.
VI. H. Verreycken.
Blok

B. — Plaatsvervangers van de Senaat :

HH. Bourgeois, Olivier.
HH. Goovaerts, Goris.
HH. Hotyat, Mouton.
HH. Moens, Pinoie.
H. Foret.
Mevr. Milquet.
H. Raes.

4.1. Lorsque le président qui doit présider la réunion est empêché, la réunion est présidée par le président de l'autre assemblée et, en cas d'absence de celui-ci, par le vice-président de la même assemblée que le président nommé en premier lieu.

4.2. Pour diriger la réunion, le président dispose des compétences qui sont attribuées au président de la Chambre des représentants conformément au règlement de celle-ci.

4.3. La commission se réunit à huis clos.

4.4. Seuls les membres effectifs de la commission, ou, lorsque ceux-ci sont empêchés, un suppléant appartenant au même groupe politique de la même assemblée, peuvent assister aux réunions.

4.5. La commission peut décider d'inviter d'autres membres de la Chambre des représentants ou du Sénat ou de les admettre à ses réunions avec voix consultative.

4.6. Les présidents demandent, de leur propre initiative ou à la demande de la commission, au gouvernement d'assister aux réunions de la commission.

4.7. Si le gouvernement souhaite être entendu, il en informe l'un des deux présidents. Il est entendu, à moins que la commission n'en décide autrement.

5.1. Un procès-verbal est dressé à la suite de chaque réunion de la commission. Celui-ci mentionne la date et l'heure de la réunion, le nom du président de la réunion, le nom des membres présents et, le cas échéant, celui des autres présents, les décisions que la commission a prises, les résultats des votes, l'heure de la fin de la réunion, et, le cas échéant, la date et l'heure des prochaines réunions.

5.2. Les procès-verbaux sont signés par le président de la réunion et par le président de l'autre assemblée ou par ceux qui les ont remplacés.

5.3. Les procès-verbaux sont conservés par les greffiers. Ils peuvent être consultés par les membres de la commission et par les membres du gouvernement, dans les cas visés aux points 4.6 et 4.7.

6.1. Chaque demande de convocation de la commission est déposée au greffe d'une des deux assemblées. Elle est enregistrée immédiatement. Une copie portant le numéro d'enregistrement est transmise immédiatement au greffe de l'autre assemblée.

6.2. L'original des demandes est conservé au greffe de l'assemblée dont le président préside la réunion de la commission pour la durée de la session parlementaire. Une copie des demandes est conservée au greffe de l'autre assemblée.

6.3. Lorsque l'un des deux présidents juge une demande irrecevable, il consulte à son sujet le président de l'autre assemblée. En cas de doute, les prési-

4.1. Is de voorzitter die de vergadering dient voor te zitten verhinderd, dan wordt de vergadering voorgezeten door de voorzitter van de andere assemblée en bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter die behoort tot dezelfde assemblée als de eerstgenoemde voorzitter.

4.2. Bij het leiden van de vergadering beschikt de voorzitter over de bevoegdheden die het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de voorzitter van die assemblée toekent.

4.3. De commissie vergadert met gesloten deuren.

4.4. Alleen de vaste leden van de commissie, of, als zij verhinderd zijn, een plaatsvervanger van dezelfde fractie van dezelfde assemblée, mogen de vergaderingen bijwonen.

4.5. De commissie kan beslissen andere leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat uit te nodigen of tot haar vergaderingen toe te laten met raadgevende stem.

4.6. De voorzitters vragen de regering, op eigen initiatief of op verzoek van de commissie, de vergaderingen van de commissie bij te wonen.

4.7. Indien de regering wenst te worden gehoord deelt zij dit mede aan een van beide voorzitters. Op haar verzoek wordt ingegaan tenzij de commissie anders beslist.

5.1. Van elke vergadering van de commissie worden notulen opgemaakt. Zij vermelden de datum en het uur van de vergadering, de naam van de voorzitter die de vergadering heeft voorgezeten, de naam van de aanwezige leden, in voorkomend geval de andere aanwezigen, de beslissingen die de commissie heeft genomen, het resultaat van de stemmingen, het uur waarop de vergadering werd gesloten, en, in voorkomend geval, datum en uur van de volgende vergaderingen.

5.2. De notulen worden ondertekend door de voorzitter die de vergadering heeft voorgezeten en door de voorzitter van de andere assemblée of door degenen die hen vervingen.

5.3. De notulen worden bewaard door de griffiers. Zij kunnen worden geraadpleegd door de leden van de commissie en door de leden van de regering in de gevallen bedoeld in 4.6 of 4.7.

6.1. Elk verzoek tot bijeenroeping van de commissie wordt ingediend ter griffie van een van beide assemblées. Het wordt onmiddellijk geregistreerd. Aan de griffie van de andere assemblée wordt onmiddellijk een afschrift meegedeeld met het registratienummer.

6.2. Het origineel van de verzoeken wordt bewaard ter griffie van de assemblée waarvan de voorzitter voor de duur van de parlementaire zitting de vergadering van de commissie voorziet. Een afschrift van de verzoeken wordt bewaard ter griffie van de andere assemblée.

6.3. Indien een van beide voorzitters een verzoek onontvankelijk acht, raadpleegt hij daarover de voorzitter van de andere assemblée. In geval van twijfel

dents se prononcent après avoir pris l'avis de la commission. Lorsqu'ils ne peuvent pas s'accorder, la commission tranche.

6.4. Le président qui, de sa propre initiative ou à la demande de huit membres au moins, désire convoquer la commission, en avise l'autre président en mentionnant le jour, l'heure et l'ordre du jour de la réunion prévue.

6.5. L'ordre du jour indique si la commission est sollicitée pour régler un conflit de compétence (article 2, 1°, de la loi du 6 avril 1995), pour fixer des délais (article 2, 2° à 4°, de la loi du 6 avril 1995) ou pour une autre question relevant de sa compétence.

6.6. Lorsque la commission est sollicitée pour fixer des délais, l'ordre du jour précise de quelle(s) proposition(s) ou de quel(s) projet(s) il s'agit en l'espèce. En outre, en cas de conflit de compétence, l'ordre du jour précise quelles sont les dispositions contestées de la proposition ou du projet ou les amendements contestés.

6.7. Les présidents peuvent ajouter à tout moment des points à l'ordre du jour, à condition de les communiquer par écrit aux membres, avant la réunion. En cours de réunion, l'ordre du jour ne peut être modifié que si aucun membre ne s'y oppose.

7.1. La commission peut se réunir valablement quel que soit le nombre de membres présents. Sans préjudice des dispositions du point 6.7, elle statue toujours selon les modalités définies à l'article 14, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995.

7.2. Les décisions de la commission de concertation sont publiées sous la forme d'un document parlementaire commun aux deux assemblées. Le document mentionne la date à laquelle la commission a pris sa décision et le contenu de celle-ci, ainsi que le nom de ceux qui ont signé les procès-verbaux comme prévu au 5.2.

7.3. Lorsque la commission ne se prononce pas dans le délai fixé, communication en est également faite selon les modalités définies au point 7.2.

II. — DISCUSSION

Article 1.1.

Texte proposé :

« 1.1. Immédiatement après que les deux assemblées ont désigné leurs représentants au sein de la commission, les présidents convoquent celle-ci en vue de son installation. »

En réponse à la question d'un membre, un des rapporteurs signale qu'il faut donner au mot « immédiatement » la même portée que celle donnée à ce même mot à l'article 1^{er}, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995.

Le texte proposé est adopté à l'unanimité des 18 membres présents.

beslissen de voorzitters na het advies van de commissie te hebben ingewonnen. Bereiken zij geen overeenstemming, dan beslist de commissie.

6.4. De voorzitter die, op eigen initiatief of op verzoek van ten minste acht leden, de commissie wenst bijeen te roepen geeft daarvan kennis aan de andere voorzitter met vermelding van dag, uur en agenda van de geplande vergadering.

6.5. De agenda vermeldt of de commissie wordt aangezocht voor het regelen van een bevoegdheidsconflict (artikel 2, 1°, van de wet van 6 april 1995) voor het vaststellen van termijnen (artikel 2, 2° tot 4°, van de wet van 6 april 1995) dan wel voor een andere aangelegenheid die tot haar bevoegdheid behoort.

6.6. Wordt de commissie aangezocht voor het vaststellen van termijnen, dan vermeldt de agenda om welk(e) voorstel(len) of ontwerp(en) het gaat. In het geval van een bevoegdheidsconflict specificceert de agenda bovendien de aangevochten bepaling(en) van het voorstel of ontwerp of de aangevochten amendementen.

6.7. De voorzitters kunnen te allen tijde punten aan de agenda toevoegen mits deze schriftelijk aan de leden worden meegedeeld vóór de vergadering. Ter zitting kan de agenda slechts worden gewijzigd indien geen enkel lid zich daartegen verzet.

7.1. De commissie kan geldig vergaderen ongeacht het aantal aanwezige leden. Onverminderd het bepaalde onder 6.7 beslist zij steeds op de wijze bepaald in artikel 14, tweede lid, van de wet van 6 april 1995.

7.2. De beslissingen van de overlegcommissie worden bekendgemaakt in de vorm van een parlementair stuk dat gemeenschappelijk is aan beide assemblées. Het stuk vermeldt de dag waarop de commissie haar beslissing heeft genomen, de inhoud van die beslissing en de naam van degenen die de notulen zoals bedoeld in 5.2 hebben ondertekend.

7.3. Neemt de commissie geen beslissing binnen de gestelde termijn dan wordt dit eveneens bekendgemaakt op de wijze bepaald in 7.2.

II. — BESPREKING

Artikel 1.1.

Voorgestelde tekst :

« 1.1. Onmiddellijk nadat beide assemblées hun vertegenwoordigers in de commissie hebben benoemd, roepen de voorzitters de commissie bijeen met het oog op haar installatie. »

In antwoord op de vraag van een lid wordt door een van de rapporteurs opgemerkt dat aan het woord « onmiddellijk » dezelfde draagwijdte moet worden toegekend als aan hetzelfde woord in artikel 1, tweede lid, van de wet van 6 april 1995.

De voorgestelde tekst wordt eenparig aangenomen door de 18 aanwezige leden.

Articles 1.2. à 1.4.

Texte proposé :

« 1.2. La réunion d'installation est présidée par le président qui, en vertu de l'article 6, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État, préside les réunions de la commission pour la durée de la session parlementaire.

1.3. Le procès-verbal d'installation mentionne le lieu, la date et l'heure de l'installation, les membres présents, les membres effectifs de la commission, les membres suppléants et le président qui présidera les réunions pour la durée de la session parlementaire.

1.4. Le procès-verbal est signé par les présidents et par les greffiers des deux assemblées. »

Ces articles ne suscitent aucune observation. Ils sont adoptés à l'unanimité.

Art. 2

Texte proposé :

« 2. Toute modification du nombre des membres d'un groupe politique au sein d'une assemblée est immédiatement répercutée dans la représentation des groupes de cette assemblée au sein de la commission. Les membres sortants conservent toutefois leur mandat jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement par l'assemblée qui les a désignés. »

Au cours de la discussion de cet article, d'aucuns se sont demandé si celui-ci est compatible avec la réglementation qui, en vertu des règlements respectifs de la Chambre des représentants et du Sénat, est applicable à la composition des commissions lorsqu'un représentant ou un sénateur quitte le groupe dont il faisait initialement partie.

Un des présidents souligne qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi du 6 avril 1995 que l'objectif est de faire en sorte que la composition de la commission parlementaire de concertation reflète à chaque moment, de façon aussi précise que possible, les rapports de force politiques au sein des deux assemblées.

Un des rapporteurs précise que le texte proposé ne peut pas porter atteinte aux règlements des deux assemblées. En effet, ce n'est pas la commission de concertation qui enregistre la démission ou le changement d'appartenance politique d'un membre; seules les assemblées peuvent le faire conformément à leur règlement respectif, lequel définit également les conséquences à y donner. À chaque démission ou défection, il faut que la composition de la commission de concertation soit mise en conformité, aussi vite que possible, avec la nouvelle situation.

Artikelen 1.2. tot 1.4.

Voorgestelde tekst :

« 1.2. De installatievergadering wordt voorgezeten door de voorzitter die krachtens artikel 6, tweede lid, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet en tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de vergaderingen van de commissie voor de duur van de parlementaire zitting voorziet.

1.3. Het proces-verbaal van de installatie vermeldt de plaats, de datum en het uur van installatie, de aanwezige leden, de vaste leden van de commissie en de plaatsvervangers en de voorzitter die voor de duur van de parlementaire zitting de vergaderingen zal voorzitten.

1.4. Het proces-verbaal wordt ondertekend door de voorzitters en de griffiers van beide assemblées. »

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen. Zij worden eenparig aangenomen.

Art. 2

Voorgestelde tekst :

« 2. Iedere wijziging in het ledental van een fractie in een assemblée wordt onmiddellijk verrekend in de vertegenwoordiging van de fracties van die assemblées in de commissie. De uittreedende leden behouden hun mandaat tot in hun vervanging is voorzien door de assemblée die hen heeft aangewezen. »

Tijdens de bespreking van dit artikel wordt de vraag opgeworpen of dit verenigbaar is met de regeling die krachtens de respectieve reglementen van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat geldt voor de samenstelling van de commissies wanneer een volksvertegenwoordiger of een senator de fractie verlaat waarvan hij oorspronkelijk deel uitmaakte.

Een van de voorzitters wijst erop dat uit de voorbereidende werken van decreet van 6 april 1995 blijkt dat het de bedoeling is dat de samenstelling van de parlementaire overlegcommissie op ieder ogenblik zo nauwkeurig mogelijk de politieke machtsverhoudingen in beide assemblées weerspiegelt.

Een van de rapporteurs preciseert dat de voorgestelde tekst geen afbreuk kan doen aan de reglementen van beide assemblées. Het is immers niet de overlegcommissie die het uitreden of overlopen van een lid registreert; alleen de assemblées kunnen dit doen overeenkomstig hun respectieve reglementen, die ook de gevolgen daarvan bepalen. Eenmaal dat gebeurd is, moet de samenstelling van de overlegcommissie zo snel mogelijk met de nieuwe toestand in overeenstemming worden gebracht.

À la suite de cette discussion, *la commission* estime cependant souhaitable de supprimer, dans la première phrase, le mot « immédiatement ».

Un membre remarque que, dans la situation susvisée, l'on peut difficilement parler de « membres sortants ». *La commission* est d'accord sur ce point et décide par conséquent de supprimer le mot « sortants ». S'il faut adapter le nombre des représentants d'un groupe au sein de la commission de concertation, il appartient à ce groupe de déterminer qui le représentera désormais. Les groupes ont d'ailleurs à tout moment le droit de désigner d'autres membres effectifs ou suppléants.

Le texte, amendé de cette façon, est adopté à l'unanimité.

Art. 3

Texte proposé :

« 3. Un vice-président est désigné au sein de chacune des composantes de la commission. Sans préjudice de la disposition du point 4.1., les présidents sont remplacés par les vice-présidents ou, en leur absence, par le doyen d'âge appartenant à la même assemblée. »

L'on se demande à propos de cet article si l'objectif poursuivi est que la commission dans son ensemble désigne un vice-président au sein de chacune de ses composantes, ou que chaque délégation désigne un vice-président parmi ses membres.

Ce qui plaide en faveur de la première possibilité, c'est le fait que, à l'instar des présidents, les vice-présidents sont vice-présidents de l'ensemble de la commission. Une majorité des membres estime toutefois qu'il n'est pas indiqué que les membres de la délégation d'une des deux Chambres se mêlent de désigner le vice-président appartenant à l'autre Chambre, et vice-versa.

L'on signale à cet égard que les présidents de la Chambre et du Sénat, qui président de plein droit la commission de concertation et qui sont remplacés, en cas d'absence, par les vice-présidents, sont également désignés par leurs assemblées respectives sans intervention quelconque de l'autre assemblée.

À la suite de cette discussion, *la commission* décide de remplacer la première phrase de l'article 3 par les dispositions suivantes :

« Chacune des composantes de la commission désigne un vice-président parmi ses membres »

L'article ainsi amendé est adopté à l'unanimité.

Art. 4.1. à 4.3.

Texte proposé :

« 4.1. Lorsque le président qui doit présider la réunion est empêché, la réunion est présidée par le président de l'autre assemblée et, en cas d'absence de celui-

Ingevolge deze bespreking acht *de commissie* het evenwel wenselijk in de eerste zin het woord « onmiddellijk » weg te laten.

Een lid merkt op dat men in de hierboven geschetste situatie moeilijk van uittredende leden kan spreken. *De commissie* is het daarmee eens en besluit bijgevolg het woord « uittredende » te schrappen. Als het aantal vertegenwoordigers van een fractie in de overlegcommissie moet worden aangepast, staat het aan deze fractie te bepalen wie haar voortaan zal vertegenwoordigen. De fracties hebben trouwens op elk ogenblik het recht andere vaste leden of plaatsvervangers aan te wijzen.

De tekst, geamendeerd zoals hierboven aangegeven, wordt eenparig aangenomen.

Art. 3

Voorgestelde tekst :

« 3. Binnen elk van de samenstellende delen van de commissie wordt een ondervoorzitter aangewezen. Onverminderd het bepaalde onder 4.1., worden de voorzitters, wanneer zij verhinderd zijn, vervangen door de ondervoorzitters, of, bij hun afwezigheid, door het oudste lid in jaren behorende tot dezelfde assemblée. »

Met betrekking tot dit artikel rijst de vraag of het de bedoeling is dat de commissie in haar geheel binnen elk van de samenstellende delen een ondervoorzitter aanwijst, dan wel of elke delegatie onder haar leden een ondervoorzitter aanwijst.

Voor de eerste mogelijkheid pleit dat de ondervoorzitters, naar analogie met de voorzitters, ondervoorzitters zijn van de voltallige commissie. *Een meerderheid* is evenwel van mening dat het niet aangewezen is dat de leden van de delegatie van de ene Kamer zich zouden mengen in de aanwijzing van de ondervoorzitter die tot de andere Kamer behoort, en vice-versa.

Daarbij wordt erop gewezen dat ook de voorzitters van de Kamer en de Senaat, die van rechtswege de overlegcommissie voorzitten en die bij afwezigheid door de ondervoorzitters worden vervangen, door hun respectieve assemblées worden aangewezen zonder enige inmenging van de andere assemblée.

Ingevolge deze bespreking beslist *de commissie* de eerste zin van artikel 3 te vervangen als volgt :

« Elk van de samenstellende delen van de commissie wijst onder zijn leden een ondervoorzitter aan. »

Het aldus geamendeerde artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 4.1. tot 4.3.

Voorgestelde tekst :

« 4.1. Is de voorzitter die de vergadering dient voor te zitten verhinderd, dan wordt de vergadering voorgezeten door de voorzitter van de andere assemblée

ci, par le vice-président de la même assemblée que le président nommé en premier lieu.

4.2. Pour diriger la réunion, le président dispose des compétences qui sont attribuées au président de la Chambre des représentants conformément au règlement de celle-ci.

4.3. La commission se réunit à huis clos. »

Ces articles ne suscitent aucune observation. Ils sont adoptés à l'unanimité.

Art. 4.4. et 4.5.

Texte proposé :

« 4.4. Seuls les membres effectifs de la commission, ou, lorsque ceux-ci sont empêchés, un suppléant appartenant au même groupe politique de la même assemblée, peuvent assister aux réunions.

4.5. La commission peut décider d'inviter d'autres membres de la Chambre des représentants ou du Sénat ou de les admettre à ses réunions avec voix consultative. »

L'on répond négativement à la question d'un membre de savoir s'il ne faut pas envisager d'admettre les membres suppléants aux réunions de la commission, même si le membre effectif est présent.

De même, la majorité des membres répond négativement à la question d'un autre membre qui a demandé s'il ne faut pas prévoir la possibilité que des représentants de groupes non représentés au sein de la commission soient présents en tant qu'observateurs ou avec voix consultative.

Plusieurs membres soulignent que, lors de la discussion de l'article 82 actuel de la Constitution et de la loi du 6 avril 1995, l'on a volontairement opté pour une commission à caractère fermé et comptant un nombre limité de membres. Cela ne signifie toutefois pas qu'il ne puisse pas être indiqué, dans certaines circonstances, d'associer de façon ponctuelle des représentants de groupes non représentés au sein de la commission aux travaux de celle-ci.

Un des rapporteurs souligne la contradiction qui pourrait exister entre, d'une part, le texte proposé et, d'autre part, le commentaire de celui-ci, en ce qui concerne la possibilité d'inviter des experts. À la suite de cette observation, il est formellement confirmé que l'article 4.5. n'implique pas que la commission ne puisse pas inviter de tiers. Vu le caractère fermé de la commission, l'on décide toutefois qu'il faut limiter cette possibilité à l'audition d'experts et qu'il n'est pas indiqué d'admettre des collaborateurs des groupes aux réunions. Les experts entendus ne peuvent en aucun cas participer aux délibérations.

en, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter die behoort tot dezelfde assemblée als de eerstgenoemde voorzitter.

4.2. Bij het leiden van de vergadering beschikt de voorzitter over de bevoegdheden die het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de voorzitter van die assemblée toekent.

4.3. De commissie vergadert met gesloten deuren. »

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

Art. 4.4. en 4.5.

Voorgestelde tekst :

« 4.4. Alleen de vaste leden van de commissie, of, als zij verhinderd zijn, een plaatsvervanger van dezelfde fractie van dezelfde assemblée, mogen de vergaderingen bijwonen.

4.5. De commissie kan beslissen andere leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat uit te nodigen of tot haar vergaderingen toe te laten met raadgevende stem. »

Op de vraag van een lid of niet moet worden overwogen de plaatsvervangers ook toe te laten tot de commissievergaderingen, zelfs al is het vaste lid aanwezig, wordt door de andere leden ontkennend geantwoord.

Evenzeer wordt door de meerderheid van de leden ontkennend geantwoord op de vraag van een ander lid of niet moet worden voorzien in de mogelijkheid van een structurele aanwezigheid van vertegenwoordigers — als waarnemers of met raadgevende stem — van niet in de commissie vertegenwoordigde fracties.

Diverse leden wijzen erop dat bij de bespreking van het huidige artikel 82 van de Grondwet en van de wet van 6 april 1995 doelbewust is geopteerd voor een in ledental beperkte en « besloten » commissie. Dat sluit nochtans niet uit dat het in bepaalde omstandigheden aangewezen kan zijn vertegenwoordigers van niet in de commissie vertegenwoordigde fracties op punctuele wijze bij de werkzaamheden te betrekken.

Een van de rapporteurs wijst op een mogelijke tegenspraak tussen enerzijds de voorgestelde tekst en anderzijds de toelichting bij die tekst, wat betreft de mogelijkheid om deskundigen uit te nodigen. Ingevolge die opmerking wordt uitdrukkelijk bevestigd dat artikel 4.5. niet impliceert dat de commissie geen derden zou kunnen uitnodigen. Wel wordt, gelet op het besloten karakter van de commissie, beslist dat deze mogelijkheid moet worden beperkt tot het horen van deskundigen en dat het niet aangewezen is medewerkers van de fracties tot de vergaderingen toe te laten. De gehoorde deskundigen kunnen in geen geval deelnemen aan de beraadslagingen.

À la suite de cette discussion, l'on ajoute à la fin de l'article 4.5. une phrase, libellée comme suit :

« Elle peut également décider d'entendre un ou plusieurs experts. »

L'article 4.4. et l'article 4.5. ainsi modifié sont adoptés à l'unanimité.

Art. 4.6. et 4.7.

Texte proposé :

« 4.6. Les présidents demandent, de leur propre initiative ou à la demande de la commission, au gouvernement d'assister aux réunions de la commission.

4.7. Si le gouvernement souhaite être entendu, il en informe l'un des deux présidents. Il est entendu, à moins que la commission n'en décide autrement. »

Un membre s'offusque de l'article 4.7., parce que le texte proposé de celui-ci implique que l'on pourrait rejeter la demande du gouvernement de pouvoir assister à une réunion de la commission.

Non seulement le gouvernement sera un partenaire important dans le cadre de la nouvelle procédure législative, mais en outre il peut, dans certains cas, être « partie » à une affaire dont est saisie la commission.

Les deux rapporteurs renvoient au texte de l'article 4 de la loi du 6 avril 1995, lequel prévoit formellement que « la commission peut demander aux membres du gouvernement d'assister à ses réunions et ceux-ci peuvent demander à être entendus ».

Un des deux rapporteurs fait remarquer qu'au cours des travaux préparatoires, l'on a examiné de façon approfondie la question de savoir si la commission pouvait demander ou requérir la présence du Gouvernement. L'on a opté en fin de compte pour le terme « demander », parce que le Sénat n'est plus habilité à requérir la présence des ministres en toutes circonstances. En d'autres termes, le Gouvernement peut répondre négativement à la demande de la commission. Le principe de l'équilibre des pouvoirs implique que la commission doit également pouvoir refuser d'entendre le Gouvernement, même si celui-ci l'a explicitement demandé.

L'on peut par ailleurs difficilement croire que le mot « demander », qui figure deux fois à l'article 4 précité, doive s'interpréter de façon différente dans les deux cas.

L'intervenant fait remarquer que la rédaction de l'article 4.7. proposé a pour conséquence que la demande du Gouvernement à être entendu fera l'objet d'un débat. Il craint qu'au cours de celui-ci, l'on n'anticipe sur la discussion de l'affaire quant au fond.

Plusieurs membres ont observé que l'on ne débatera que très exceptionnellement de la demande du Gouvernement de pouvoir assister à une réunion; cela implique en effet qu'une majorité des membres est opposée à la présence du Gouvernement.

Ingevolge deze bespreking wordt *in fine* van artikel 4.5. een zin toegevoegd, luidend als volgt :

« Zij kan eveneens beslissen één of meerdere deskundigen te horen. »

Artikel 4.4. en het aldus gewijzigde artikel 4.5. worden eenparig aangenomen.

Art. 4.6. en 4.7.

Voorgestelde tekst :

« 4.6. De voorzitters vragen de regering, op eigen initiatief of op verzoek van de commissie, de vergaderingen van de commissie bij te wonen.

4.7. Indien de regering wenst te worden gehoord, deelt zij dit mede aan een van beide voorzitters. Op haar verzoek wordt ingegaan tenzij de commissie anders beslist. »

Een lid neemt aanstoot aan artikel 4.7. omdat de voorgestelde tekst impliceert dat het verzoek van de regering om een vergadering van de commissie te kunnen bijwonen, zou kunnen worden afgewezen.

Niet alleen zal de regering een belangrijke partner zijn in het kader van de nieuwe wetgevende procedure, bovendien kan zij in bepaalde gevallen « partij » zijn in een bij de commissie aanhangige zaak.

Beide rapporteurs verwijzen naar de tekst van artikel 4 van de wet van 6 april 1995, die uitdrukkelijk bepaalt dat de commissie de leden van de regering kan vragen haar vergaderingen bij te wonen en dat dezen kunnen vragen om te worden gehoord.

Een van beide rapporteurs merkt op dat tijdens de parlementaire voorbereiding uitvoerig werd ingegaan op de vraag of de aanwezigheid van de regering door de commissie kan worden gevraagd dan wel gevorderd. Uiteindelijk werd geopteerd voor « vragen » omdat de Senaat niet langer gerechtigd is de aanwezigheid van de ministers in alle omstandigheden te vorderen. De regering kan met andere woorden negatief antwoorden op de vraag van de commissie. Het evenwicht tussen de machten impliceert dat de commissie ook moet kunnen weigeren de regering te horen, zelfs al heeft die uitdrukkelijk gevraagd te worden gehoord.

Men kan trouwens bezwaarlijk aannemen dat het woord « vragen », dat tweemaal voorkomt in voormeld artikel 4, in beide hypothesen verschillend zou moeten worden geïnterpreteerd.

Het lid merkt op dat de redactie van het voorgestelde artikel 4.6. inhoudt dat de vraag van de regering om te worden gehoord aanleiding zal geven tot een debat. Hij vreest dat men daarbij zal vooroplopen op de discussie over de grond van de zaak.

Meerdere leden repliceren dat een debat over de vraag van de regering om een vergadering te mogen bijwonen zeer uitzonderlijk zal zijn : dat impliceert immers dat een meerderheid van de leden gekant is tegen de aanwezigheid van de regering.

À la suite d'une question d'un membre, *la commission* confirme que, comme les députés et les sénateurs et au même moment, les membres du Gouvernement recevront en tout cas l'ordre du jour des réunions à l'avance et seront informés des décisions de la commission.

Les articles 4.6. et 4.7. sont adoptés à l'unanimité.

Art. 5.1. à 5.3.

Texte proposé :

« 5.1. *Un procès-verbal est dressé à la suite de chaque réunion de la commission. Celui-ci mentionne la date et l'heure de la réunion, le nom du président de la réunion, le nom des membres présents et, le cas échéant, celui des autres présents, les décisions que la commission a prises, les résultats des votes, l'heure de la fin de la réunion, et, le cas échéant, la date et l'heure des prochaines réunions.*

5.2. *Les procès-verbaux sont signés par le président de la réunion et par le président de l'autre assemblée ou par ceux qui les ont remplacés.*

5.3. *Les procès-verbaux sont conservés par les greffiers. Ils peuvent être consultés par les membres de la commission et par les membres du Gouvernement, dans les cas visés aux points 4.6. et 4.7. »*

Un membre fait remarquer qu'il ressort de la lecture conjointe des articles 5.1. et 7.2. ainsi que du commentaire qu'il ne faut pas motiver la décision de la commission.

Il comprend que le souci de voir les choses se dérouler rapidement et efficacement ait inspiré la réglementation proposée, mais il craint que cela n'entraîne des décisions hâtives ou contradictoires.

Même si la décision proprement dite n'est pas motivée, il faudrait, à ses yeux, que l'on puisse trouver trace quelque part des arguments et considérations qui y ont mené.

Un autre membre se demande s'il ne serait quand même pas indiqué de motiver les décisions, étant donné que d'autres juridictions que les juridictions belges pourraient éventuellement les examiner.

Les rapporteurs avancent trois arguments qui s'opposent à la motivation obligatoire et systématique des décisions de la commission.

En premier lieu, il faudrait, dans les conflits de compétence, donner une réponse à tous les éléments invoqués. De plus, il sera souvent impossible de ne pas mentionner un dissentiment important. En deuxième lieu, motiver une décision ne serait utile que si l'on avait prévu une possibilité de recours, ce que le constituant et le législateur n'ont pas souhaité. En troisième lieu, l'on ne saurait perdre de vue que, du moment où la commission est saisie, tous les délais sont suspendus jusqu'au lendemain du jour de sa décision. (Contrairement à ce qui se passe, par

Op vraag van een lid bevestigt *de commissie* dat de leden van de regering in ieder geval — net zoals de kamerleden en de senatoren en op hetzelfde tijdstip — vooraf de agenda van de vergaderingen zullen ontvangen en mededeling zullen krijgen van de beslissingen van de commissie.

De artikelen 4.6. en 4.7. worden eenparig aangenomen.

Art. 5.1. tot 5.3.

Voorgestelde tekst :

« 5.1. *Van elke vergadering van de commissie worden notulen opgemaakt. Zij vermelden de datum en het uur van de vergadering, de naam van de voorzitter die de vergadering heeft voorgezeten, de naam van de aanwezige leden, in voorkomend geval de andere aanwezigen, de beslissingen die de commissie heeft genomen, het resultaat van de stemmingen, het uur waarop de vergadering werd gesloten, en, in voorkomend geval, datum en uur van de volgende vergaderingen.*

5.2. *De notulen worden ondertekend door de voorzitter die de vergadering heeft voorgezeten en door de voorzitter van de andere assemblée of door degenen die hen vervingen.*

5.3. *De notulen worden bewaard door de griffiers. Zij kunnen worden geraadpleegd door de leden van de commissie en door de leden van de regering in de gevallen bedoeld in 4.6. of 4.7. »*

Een lid merkt op dat uit de samenlezing van de artikelen 5.1. en 7.2 evenals uit de toelichting blijkt dat de beslissing van de commissie niet moet worden gemotiveerd.

Hij begrijpt dat de voorgestelde regeling is ingegeven door de zorg voor snelheid en efficiëntie maar meent dat ze zou kunnen leiden tot overhaaste of tegenstrijdige beslissing.

Zelfs indien de eigenlijke beslissing niet wordt gemotiveerd, zou er zijns inziens toch ergens een spoor moeten blijven van de argumenten en overwegingen die tot de beslissing hebben geleid.

Een ander lid vraagt zich af of het toch niet aangevoelen is de beslissingen te motiveren in het licht van een mogelijke toetsing door andere dan Belgische rechtscolleges.

De rapporteurs voeren drie argumenten aan die pleiten tegen de motivering van de beslissingen van de commissie.

Ten eerste zou men bij bevoegdheidsconflicten moeten antwoorden op alle aangevoerde elementen. Daarbij zal het vermelden van een belangrijke « *dissenting opinion* » dikwijls onvermijdelijk zijn. Ten tweede zou de motivering van een beslissing slechts nuttig zijn mocht in een beroepsmogelijkheid zijn voorzien, wat de grondwetgever en de wetgever niet hebben gewenst. Ten derde mag men niet uit het oog verliezen dat alle termijnen zijn geschorst van zodra de commissie is aangezocht tot de dag na die waarop zij haar beslissing neemt. In tegenstelling tot wat het

exemple, dans le cas des délais d'évocation, qui ne prennent cours que le lendemain du jour de la réception du texte adopté sous la forme d'un document parlementaire, la suspension des délais prend fin le lendemain du jour où la commission de concertation prend sa décision, que celle-ci ait déjà ou non été communiquée sous la forme d'un document parlementaire. En exigeant une motivation, l'on risque donc de freiner systématiquement la procédure parlementaire.

Une majorité des membres se rallie à ces arguments allant à l'encontre d'une motivation systématique. D'aucuns continuent cependant à insister pour que l'on fasse rapport, d'une façon ou d'une autre, sur les discussions concernant les conflits de compétence. D'autres soulignent que les procès-verbaux ne constituent pas l'instrument approprié à cet effet, puisqu'ils ne sont pas rendus publics.

À la suite de cette discussion, *la commission* décide de ne pas faire figurer, dans le règlement d'ordre intérieur, d'obligation de motivation, ni en ce qui concerne les procès-verbaux (article 5.1.), ni en ce qui concerne le document parlementaire (article 7.2.). L'on insère cependant, dans la deuxième phrase du point 5.1. proposé, après les mots « celui-ci mentionne », les mots « en tout cas ». L'on peut également prévoir la publication d'un document parlementaire périodique (par exemple trimestriel), lequel donnerait un aperçu des décisions prises par la commission de concertation pendant une période déterminée ainsi que des considérations les plus importantes qui ont fondé ces décisions.

L'article 5.1., ainsi modifié, de même que les articles 5.2. et 5.3., sont adoptés à l'unanimité.

Art. 6.1. et 6.2.

Texte proposé :

« 6.1. Chaque demande de convocation de la commission est déposée au greffe d'une des deux assemblées. Elle est enregistrée immédiatement. Une copie portant le numéro d'enregistrement est transmise immédiatement au greffe de l'autre assemblée.

6.2. L'original des demandes est conservé au greffe de l'assemblée dont le président préside la réunion de la commission pour la durée de la session parlementaire. Une copie des demandes est conservée au greffe de l'autre assemblée. »

Un membre estime qu'il vaudrait mieux prescrire que les demandes de convocation de la commission soient déposées en deux exemplaires, de sorte que chaque greffe dispose d'un original. L'on éviterait de cette façon des problèmes lors du changement de présidence.

La commission n'accepte pas cette suggestion, parce que, dans ce cas, une demande déposée en un seul exemplaire serait irrecevable. Elle préfère remplacer, à la troisième phrase de l'article 6.1., les mots

geval is voor bijvoorbeeld de evocatietermijnen, die slechts beginnen te lopen de dag na die waarop de aangenomen tekst in de vorm van een parlementair stuk is overgezonden, neemt de schorsing van de termijnen een einde de dag na die waarop de overlegcommissie een beslissing neemt, ongeacht of deze reeds werd meegedeeld in de vorm van een parlementair stuk. Door een motivering te eisen dreigt men de parlementaire procedure dus systematisch te vertragen.

Een meerderheid van de leden treedt deze argumenten tegen een systematische motivering bij. Sommigen echter blijven aandringen op een of andere vorm van rapportering over de besprekingen inzake bevoegdheidsconflicten. Anderen wijzen erop dat de notulen daartoe niet het geëigende instrument zijn omdat ze niet openbaar worden gemaakt.

Ingevolge deze discussie besluit *de commissie* in het reglement van orde geen verplichting tot motivering in te schrijven, noch wat de notulen (artikel 5.1.) noch wat het parlementair stuk (artikel 7.2.) betreft. Wel worden in de tweede zin van het voorgestelde 5.1. na de woorden « zij vermelden » de woorden « in ieder geval » toegevoegd. Voorts kan worden voorzien in een periodiek parlementair stuk (bijvoorbeeld driemaandelijks) waarin een beknopt overzicht zou worden gegeven van de beslissingen van de overlegcommissie tijdens een bepaalde periode en van de belangrijkste overwegingen die ten grondslag lagen aan die beslissingen.

Artikel 5.1., aldus gewijzigd, evenals de artikelen 5.2. en 5.3., worden eenparig aangenomen.

Art. 6.1. en 6.2.

Voorgestelde tekst :

« 6.1. Elk verzoek tot bijeenroeping van de commissie wordt ingediend ter griffie van een van beide assemblys. Het wordt onmiddellijk geregistreerd. Aan de griffie van de andere assembly wordt onmiddellijk een afschrift meegedeeld met het registratienummer.

6.2. Het origineel van de verzoeken wordt bewaard ter griffie van de assembly waarvan de voorzitter voor de duur van de parlementaire zitting de vergadering van de commissie voorziet. Een afschrift van de verzoeken wordt bewaard ter griffie van de andere assembly. »

Een lid is de mening toegedaan dat het beter zou zijn te bepalen dat de verzoeken tot bijeenroeping van de commissie in twee exemplaren moeten worden ingediend, zodat elke griffie over een origineel beschikt. Aldus worden problemen vermeden bij het wisselen van het voorzitterschap.

De commissie gaat niet op die suggestie in, omdat een verzoek dat in één exemplaar wordt ingediend dan onontvankelijk zou zijn. Zij verklaart in de derde zin van artikel 6.1. de woorden « een afschrift » te

« une copie » par les mots « une copie certifiée conforme et ».

Un des rapporteurs renvoie à ce qui a été dit au sujet des heures d'ouverture des greffes dans la discussion de l'avant-projet de règlement d'ordre intérieur (cf. point 7, Divers, deuxième alinéa, de l'annexe 1). Cette observation ne suscite pas d'autre discussion.

L'article 6.1., modifié de la façon précitée, et l'article 6.2. sont adoptés à l'unanimité.

Art. 6.3.

Texte proposé :

« 6.3. Lorsque l'un des deux présidents juge une demande irrecevable, il consulte à son sujet le président de l'autre assemblée. En cas de doute, les présidents se prononcent après avoir pris l'avis de la commission. Lorsqu'ils ne peuvent pas s'accorder, la commission tranche. »

Un membre estime que la réglementation proposée prête à confusion. Ou bien la commission rend un avis, ou bien elle prend une décision. L'on peut en outre difficilement imaginer que les présidents ne tiennent pas compte de l'avis de la commission. Aussi l'intervenant propose-t-il de remplacer le texte proposé par ce qui suit :

« Lorsque l'un des deux présidents juge une demande irrecevable, il consulte à son sujet le président de l'autre assemblée et ils décident conjointement. En cas de doute, la commission tranche »

Un des rapporteurs signale que la décision conjointe des deux présidents par laquelle ils déclarent une demande irrecevable est en principe obligatoire, mais que rien n'empêche la commission, à la demande de huit de ses membres, de se réunir pour se prononcer quant à la recevabilité de la demande.

Le texte proposé en remplacement par l'intervenant est adopté à l'unanimité.

Art. 6.4. à 6.7.

Texte proposé :

« 6.4. Le président qui, de sa propre initiative ou à la demande de huit membres au moins, désire convoquer la commission, en avise l'autre président en mentionnant le jour, l'heure et l'ordre du jour de la réunion prévue.

6.5. L'ordre du jour indique si la commission est sollicitée pour régler un conflit de compétence (article 2, 1°, de la loi du 6 avril 1995), pour fixer des délais (article 2, 2° à 4°, de la loi du 6 avril 1995) ou pour une autre question relevant de sa compétence.

6.6. Lorsque la commission est sollicitée pour fixer des délais, l'ordre du jour précise de quelle(s) proposition(s) ou de quel (s) projet(s) il s'agit en l'espèce. En outre, en cas de conflit de compétence, l'ordre du jour précise quelles sont les dispositions contestées

remplacer par les mots « une copie certifiée conforme et ».

Een van de rapporteurs verwijst naar wat inzake de openingsuren van de griffies wordt gezegd in de bespreking van het voorontwerp van reglement van orde (zie punt 7, Varia, tweede alinea, van bijlage 1). Deze opmerking geeft geen aanleiding tot nadere bespreking.

Artikel 6.1., gewijzigd zoals hierboven aangegeven, en artikel 6.2., worden eenparig aangenomen.

Art. 6.3.

Voorgestelde tekst :

« 6.3. Indien een van beide voorzitters een verzoek onontvankelijk acht, raadpleegt hij daarover de voorzitter van de andere assemblée. In geval van twijfel beslissen de voorzitters na het advies van de commissie te hebben ingewonnen. Bereiken zij geen overeenstemming, dan beslist de commissie. »

Een lid vindt de voorgestelde regeling verwarrend. Ofwel geeft de commissie een advies, ofwel neemt ze een beslissing. Bovendien is het moeilijk denkbaar dat de voorzitters het advies van de commissie zomaar naast zich zouden neerleggen. Het lid stelt dan ook voor de voorgestelde tekst te vervangen als volgt :

« Indien een van beide voorzitters een verzoek onontvankelijk acht raadpleegt hij daarover de voorzitter van de andere assemblée en beslissen zij gezamenlijk. In geval van twijfel beslist de commissie ».

Een van de rapporteurs merkt op dat de gezamenlijke beslissing van beide voorzitters waarbij zij een verzoek onontvankelijk verklaren in principe bindend is, maar dat niets belet dat de commissie, op verzoek van acht leden, bijeenkomt om zich uit te spreken over de ontvankelijkheid.

De door het lid voorgestelde vervangtekst wordt eenparig aangenomen.

Art. 6.4. tot 6.7.

Voorgestelde tekst :

« 6.4. De voorzitter die, op eigen initiatief of op verzoek van ten minste acht leden, de commissie wenst bijeen te roepen geeft daarvan kennis aan de andere voorzitter met vermelding van dag, uur en agenda van de geplande vergadering.

6.5. De agenda vermeldt of de commissie wordt aangezocht voor het regelen van een bevoegdheidsconflict (artikel 2, 1°, van de wet van 6 april 1995) voor het vaststellen van termijnen (artikel 2, 2° tot 4°, van de wet van 6 april 1995) dan wel voor een andere aangelegenheid die tot haar bevoegdheid behoort.

6.6. Wordt de commissie aangezocht voor het vaststellen van termijnen dan vermeldt de agenda om welk(e) voorstel(len) of ontwerp(en) het gaat. In het geval van een bevoegdheidsconflict specificeert de agenda bovendien de aangevochten bepaling(en) van

de la proposition ou du projet ou les amendements contestés.

6.7. Les présidents peuvent ajouter à tout moment des points à l'ordre du jour, à condition de les communiquer par écrit aux membres, avant la réunion. En cours de réunion, l'ordre du jour ne peut être modifié que si aucun membre ne s'y oppose. »

En ce qui concerne l'article 6.6., l'on précise qu'il ne faut pas considérer de manière trop stricte l'énumération des dispositions contestées. S'il apparaît qu'en plus des dispositions énumérées, d'autres posent un problème similaire, la commission doit également pouvoir se prononcer à leur sujet.

Les articles 6.4. à 6.7. sont adoptés à l'unanimité.

Art. 7.1. à 7.3.

Texte proposé :

« 7.1. La commission peut se réunir valablement quel que soit le nombre de membres présents. Sans préjudice des dispositions du point 6.7., elle statue toujours selon les modalités définies à l'article 14, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995.

7.2. Les décisions de la commission de concertation sont publiées sous la forme d'un document parlementaire commun aux deux assemblées. Le document mentionne la date à laquelle la commission a pris sa décision et le contenu de celle-ci, ainsi que le nom de ceux qui ont signé les procès-verbaux comme prévu au 5.2.

7.3. Lorsque la commission ne se prononce pas dans le délai fixé, communication en est également faite selon les modalités définies au point 7.2. »

Ces dispositions ne suscitent pas d'observations. Elles sont adoptées à l'unanimité.

*
* *

Le projet amendé de règlement d'ordre intérieur a été adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

Les rapporteurs,

H. COVELIERS
D. REYNDERS

Les présidents,

F. SWAELEN
R. LANGENDRIES

het voorstel of ontwerp of de aangevochten amendementen.

6.7. De voorzitters kunnen te allen tijde punten aan de agenda toevoegen mits deze schriftelijk aan de leden worden meegedeeld vóór de vergadering. Ter zitting kan de agenda slechts worden gewijzigd indien geen enkel lid zich daartegen verzet. »

Met betrekking tot artikel 6.6. wordt gespecificeerd dat de opsomming van de aangevochten bepalingen niet te strikt mag worden gehanteerd. Als blijkt dat naast aangegeven bepalingen ook andere bepalingen een soortgelijk probleem doen rijzen moet de commissie zich daar ook kunnen over uitspreken.

De artikelen 6.4. tot 6.7. worden eenparig aangenomen.

Art. 7.1. tot 7.3.

Voorgestelde tekst :

« 7.1. De commissie kan geldig vergaderen ongeacht het aantal aanwezige leden. Onverminderd het bepaalde onder 6.7. beslist zij steeds op de wijze bepaald in artikel 14, tweede lid, van de wet van 6 april 1995.

7.2. De beslissingen van de overlegcommissie worden bekendgemaakt in de vorm van een parlementair stuk dat gemeenschappelijk is aan beide assemblées. Het stuk vermeldt de dag waarop de commissie haar beslissing heeft genomen, de inhoud van die beslissing en de naam van degenen die de notulen zoals bedoeld in 5.2. hebben ondertekend.

7.3. Neemt de commissie geen beslissing binnen de gestelde termijn dan wordt dit eveneens bekendgemaakt op de wijze bepaald in 7.2. »

Deze bepalingen geven geen aanleiding tot opmerkingen. Zij worden eenparig aangenomen.

*
* *

Het geamendeerde ontwerp van reglement van orde wordt eenparig aangenomen door de 16 aanwezige leden.

De rapporteurs,

H. COVELIERS
D. REYNDERS

De voorzitters,

F. SWAELEN
R. LANGENDRIES

ANNEXE 1

BIJLAGE 1

**AVANT-PROJET
DE REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR**

I. TEXTE DE L'AVANT-PROJET

1. Composition

Toute modification du nombre des membres d'un groupe politique au sein d'une assemblée est immédiatement répercutée dans la représentation des groupes de cette assemblée au sein de la commission (les membres sortants conservent toutefois leur mandat jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement par l'assemblée qui les a désignés).

2. Installation

Immédiatement après que les deux assemblées ont désigné leurs représentants à la commission, les présidents convoquent celle-ci en vue de son installation.

La réunion d'installation est présidée par le président qui, en vertu de l'article 6, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995, préside les réunions de la commission pour la durée de la session parlementaire.

Le procès-verbal d'installation mentionne le lieu, la date et l'heure de l'installation, les membres présents, les membres effectifs de la commission et les membres suppléants, le président qui présidera les réunions pour la durée de la session parlementaire.

Le procès-verbal est signé par les présidents et par les greffiers des deux assemblées.

3. Fonctionnement de la commission

Lorsque le président qui doit présider la réunion est empêché, la réunion est présidée par le président de l'autre assemblée et, en cas d'absence de celui-ci, par le membre effectif le plus âgé de la commission, appartenant à la même assemblée que le président nommé en premier lieu (ou par un vice-président de la commission ?).

Pour diriger la réunion, le président dispose des compétences qui sont attribuées au président de la Chambre des représentants conformément au règlement de ladite assemblée.

La commission se réunit à huis clos.

Seuls les membres effectifs de la commission, ou, si ceux-ci sont empêchés, un suppléant appartenant à la même liste (du même groupe politique de la même assemblée) peuvent assister aux réunions.

De sa propre initiative ou à la demande des intéressés, adressée à l'un des présidents, la commission peut cependant décider d'inviter d'autres personnes ou de les admettre à ses réunions. La commission décide selon les règles prévues à l'article 14, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995

(faut-il éventuellement prévoir une réglementation particulière en ce qui concerne l(es) auteur(s) du texte discuté en commission ?)

(faut-il éventuellement prévoir une réglementation particulière en ce qui concerne les représentants des groupes non représentés au sein de la commission ?)

De leur propre initiative ou à la demande de la commission, les présidents demandent au Gouvernement d'assister à une réunion de la commission.

**VOORONTWERP
VAN REGLEMENT VAN ORDE**

I. TEKST VAN HET VOORONTWERP

1. Samenstelling

Iedere wijziging in het ledental van een fractie in een assemblée wordt onmiddellijk verrekend in de vertegenwoordiging van de fracties van die assemblée in de commissie. (De uittrede leden behouden evenwel hun mandaat tot in hun vervanging is voorzien door de assemblée die hen heeft aangewezen).

2. Installatie

Onmiddellijk nadat beide assemblées hun vertegenwoordigers in de commissie hebben benoemd, roepen de voorzitters de commissie bijeen met het oog op haar installatie.

De installatievergadering wordt voorgezeten door de voorzitters die krachtens artikel 6, tweede lid, van de wet van 6 april 1995 de vergaderingen van de commissie voor de duur van de parlementaire zitting voorziet.

Het proces-verbaal van de installatie vermeldt de plaats, de datum en het uur van installatie, de aanwezige leden, de vaste leden van de commissie en de plaatsvervangers, de voorzitter die voor de duur van de parlementaire zitting de vergaderingen zal voorzitten.

Het proces-verbaal wordt ondertekend door de voorzitters en de griffiers van beide assemblées.

3. Werkwijze van de commissie

Is de voorzitter die de vergadering dient voor te zitten verhinderd, dan wordt de vergadering voorgezeten door de voorzitter van de andere assemblée en bij diens afwezigheid, door het oudste vast lid in jaren van de commissie, dat behoort tot dezelfde assemblée als de eerstgenoemde voorzitter (of door een ondervoorzitter van de commissie).

Bij het leiden van de vergadering beschikt de voorzitter over de bevoegdheden die het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de voorzitter van die assemblée toekent.

De commissie vergadert met gesloten deuren.

Alleen de vaste leden van de commissie, of, als zij verhinderd zijn, een plaatsveranger van dezelfde lijst (van dezelfde fractie van dezelfde assemblée), mogen de vergaderingen bijwonen.

De commissie kan evenwel op eigen initiatief of op verzoek van de betrokkenen, gericht tot een van de voorzitters, beslissen andere personen uit te nodigen of tot haar vergaderingen toe te laten. De commissie beslist volgens de regels bepaald in artikel 14, tweede lid, van de wet van 6 april 1995

(eventueel bijzondere regeling voor de auteur(s) van de door de commissie besproken tekst ?)

(eventueel bijzondere regeling voor vertegenwoordigers van de niet in de commissie vertegenwoordigde fracties ?)

De voorzitters vragen de regering, op eigen initiatief of op verzoek van de commissie, de vergaderingen van de commissie bij te wonen.

Si le Gouvernement souhaite être entendu, il en fait part à l'un des deux présidents. Il peut assister à la réunion à moins que la commission n'en décide autrement selon les règles prévues à l'article 14, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995.

4. Procès-verbaux

Il est dressé un procès-verbal de chaque réunion de la commission. Celui-ci mentionne la date et l'heure de la réunion, le nom du président qui a présidé la réunion, le nom des membres présents et, le cas échéant, celui des autres présents, les décisions que la commission a prises, les votes, l'heure de la fin de la réunion, et, le cas échéant, la date et l'heure des prochaines réunions.

Les procès-verbaux sont signés par le président qui a présidé la réunion et par le président de l'autre assemblée ou son remplaçant.

5. Saisine

Lorsqu'une demande de convocation de la commission est déposée au greffe d'une des deux assemblées, elle est enregistrée immédiatement et une copie portant le numéro d'enregistrement est transmise immédiatement au greffe de l'autre assemblée.

L'original des demandes est conservé au greffe de l'assemblée dont le président préside la réunion de la commission pour la durée de la session parlementaire. Une copie des demandes est conservée au greffe de l'autre assemblée.

Si l'un des deux présidents juge une demande irrecevable, il consulte à ce sujet le président de l'autre assemblée. En cas de doute, les présidents se prononcent après avoir pris l'avis de la commission. (S'ils ne peuvent s'accorder, la commission se prononce selon les règles prévues à l'article 14, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995).

Le président qui, de sa propre initiative ou à la demande de huit membres au moins, désire convoquer la commission, en avise l'autre président en mentionnant le jour, l'heure et l'ordre du jour de la réunion prévue.

L'ordre du jour indique si la commission est sollicitée pour régler un conflit de compétence (article 2, 1°, de la loi du 6 avril 1995), pour fixer des délais (article 2, 2° à 4°, de la loi du 6 avril 1995) ou pour une autre question.

Si la commission est sollicitée pour fixer des délais, l'ordre du jour précise de quelle(s) proposition(s) ou de quel(s) projet(s) il s'agit en l'espèce. En outre, en cas de conflit de compétence, l'ordre du jour spécifie la (les) disposition(s) contestée(s) de la proposition ou du projet ou les amendements contestés.

Les présidents peuvent à tout moment ajouter des points à l'ordre du jour, à condition de les communiquer aux membres, par écrit, avant la réunion. En cours de réunion, l'ordre du jour ne peut être modifié que si aucun membre ne s'y oppose (l'ordre du jour ne peut toutefois être modifié qu'à la majorité prévue à l'article 14, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995).

6. Décisions

La commission peut se réunir valablement quel que soit le nombre des membres présents. Elle ne peut toutefois statuer valablement que de la manière prévue à l'article 14, deuxième alinéa, de la loi du 6 avril 1995.

Indien de regering wenst te worden gehoord deelt zij dit mede aan een van beide voorzitters. Zij kan de vergadering bijwonen tenzij de commissie anders beslist volgens de regels bepaald in artikel 14, tweede lid, van de wet van 6 april 1995.

4. Notulen

Van elke vergadering van de commissie worden notulen opgemaakt. Zij vermelden de datum en het uur van de vergadering, de naam van de voorzitter die de vergadering heeft voorgezeten, de naam van de aanwezige leden, in voorkomend geval de andere aanwezigen, de beslissingen die de commissie heeft genomen, de stemmingen, het uur waarop de vergadering werd gesloten, en, in voorkomend geval, datum en uur van de volgende vergaderingen.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter die de vergadering heeft voorgezeten en door de voorzitter van de andere assemblée of zijn vervanger.

5. Saisine

Wanneer een verzoek tot bijeenroeping van de commissie wordt ingediend ter griffie van een van beide assemblées, wordt het onmiddellijk geregistreerd en wordt aan de griffie van de andere assemblée onmiddellijk een afschrift meege-deeld met het registratienummer.

Het origineel van de verzoeken wordt bewaard ter griffie van de assemblée waarvan de voorzitter voor de duur van de parlementaire zitting de vergadering van de commissie voorziet. Een afschrift van de verzoeken wordt bewaard ter griffie van de andere assemblée.

Indien een van beide voorzitters een verzoek onontvankelijk acht, raadpleegt hij daarover de voorzitter van de andere assemblée. In geval van twijfel beslissen de voorzitters na het advies van de commissie te hebben ingewonnen. (Bereiken zij geen overeenstemming, dan beslist de commissie volgens de regels bepaald in artikel 14, tweede lid, van de wet van 6 april 1995).

De voorzitter die, op eigen initiatief of op verzoek van ten minste acht leden, de commissie wenst bijeen te roepen geeft daarvan kennis aan de andere voorzitter met vermelding van dag, uur en agenda van de geplande vergadering.

De agenda vermeldt of de commissie wordt aangezocht voor het regelen van een bevoegdheidsconflict (artikel 2, 1°, van de wet van 6 april 1995) voor het vaststellen van termijnen (artikel 2, 2° tot 4°, van de wet van 6 april 1995) dan wel voor een andere aangelegenheid.

Wordt de commissie aangezocht voor het vaststellen van termijnen dan vermeldt de agenda om welk(e) voorstel(len) of ontwerp(en) het gaat. In het geval van een bevoegdheidsconflict specificeert de agenda bovendien de aangevochten bepaling(en) van het voorstel of ontwerp of de aangevochten amendementen.

De voorzitters kunnen te allen tijde punten aan de agenda toevoegen mits deze schriftelijk aan de leden worden meegedeeld vóór de vergadering. Ter zitting kan de agenda slechts worden gewijzigd indien geen enkel lid zich daartegen verzet (kan de agenda evenwel slechts worden gewijzigd bij de meerderheid bedoeld in artikel 14, tweede lid, van de wet van 6 april 1995 ?).

6. Beslissingen

De commissie kan geldig vergaderen ongeacht het aantal aanwezige leden. Zij kan evenwel slechts rechtsgeeldig beslissen op de wijze bepaald in artikel 14, tweede lid, van de wet van 6 april 1995.

Les décisions de la commission de concertation sont publiées sous la forme d'un document parlementaire commun aux deux assemblées (ou groupement des décisions dans un seul document parlementaire ?).

Le document mentionne la date à laquelle la commission a pris sa décision et le contenu de celle-ci. Il est signé par les deux présidents (ou par ceux qui les remplacent) (par le président qui a présidé la réunion).

Si la commission ne se prononce pas dans le délai fixé, constatation en est également faite sous la forme d'un document parlementaire commun aux deux assemblées et qui doit être signé (par les deux présidents (ou ceux qui les remplacent) (par le président qui a présidé la réunion).

II. DISCUSSION DE L'AVANT-PROJET

1. Composition

Le texte proposé n'a pas fait l'objet de modifications substantielles. Il a cependant été précisé qu'il convient que les deux assemblées prévoient dans leur Règlement respectif qu'il doit être pourvu immédiatement au remplacement des membres sortants. Il a en outre été décidé de déplacer ce point, de manière à ce qu'il fasse suite aux dispositions relatives à l'installation de la commission.

2. Installation

Le texte proposé n'a fait l'objet d'aucune remarque.

3. Fonctionnement de la commission

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, la préférence a été donnée pour la conduite des réunions — conformément aux travaux préparatoires — au remplacement du président de l'une des assemblées par celui de l'autre assemblée plutôt que par un membre de l'assemblée à laquelle appartient le président absent.

Comme il peut se faire que les deux présidents soient absents simultanément, la solution retenue prévoit que chacune des composantes de la commission de concertation désigne un vice-président. C'est seulement dans le cas où les vice-présidents seraient également absents que le remplacement serait assuré par le doyen d'âge appartenant à la même assemblée. Ce principe a été inscrit dans une disposition distincte (cf. point 3 du projet de texte).

Il convient toutefois de faire la distinction entre la conduite des réunions de la commission de concertation et les autres tâches et compétences des deux présidents (exemple : saisine, convocation, fixation de l'ordre du jour, etc.).

Pour l'exercice de ces dernières compétences, il s'indique qu'un président absent soit remplacé par le vice-président ou par le doyen d'âge appartenant à la même assemblée (cf. point 3 du projet de texte). La solution retenue pour la conduite de la réunion (remplacement en premier lieu par le président de l'autre assemblée, cf. point 4.1) déroge par conséquent à la règle générale énoncée au point 3.

Les alinéas 2 à 4 n'ont donné lieu à aucune observation quant au fond.

En revanche, l'alinéa 5, aux termes duquel d'autres personnes peuvent être admises aux réunions, a fait l'objet d'une discussion approfondie.

De beslissingen van de Overlegcommissie worden bekendgemaakt in de vorm van een parlementair stuk dat gemeenschappelijk is aan beide assemblées (of groepering van beslissingen in één parlementair stuk ?).

Het stuk vermeldt de dag waarop de commissie haar beslissing heeft genomen en de inhoud van die beslissing. Het wordt ondertekend (door de beide voorzitters (of degenen die hen vervangen)) (door de voorzitter die de vergadering heeft voorgezeten).

Neemt de commissie geen beslissing binnen de gestelde termijn dan wordt dit eveneens vastgesteld in de vorm van een parlementair stuk dat gemeenschappelijk is aan beide assemblées en dat wordt ondertekend (door de beide voorzitters (of degenen die hen vervangen)) (door de voorzitter die de vergadering heeft voorgezeten).

II. BESPREKING VAN HET VOORONTWERP

1. Samenstelling

De voorgestelde tekst gaf geen aanleiding tot inhoudelijke wijzigingen. Wel werd verduidelijkt dat beide assemblées in hun respectieve reglementen dienen te bepalen dat in de vervanging van uittredende leden onmiddellijk moet worden voorzien. Bovendien werd beslist dit punt te verplaatsen zodat het volgt op de bepalingen met betrekking tot de installatie van de commissie.

2. Installatie

De voorgestelde tekst gaf geen aanleiding tot opmerkingen.

3. Werkwijze van de commissie

Wat de eerste alinea betreft werd — overeenkomstig de parlementaire voorbereiding — voor het leiden van de vergaderingen de voorkeur gegeven aan de vervanging van de voorzitter van de ene assemblée door die van de andere assemblée, veeleer dan door een lid van dezelfde assemblée als de afwezige voorzitter.

Omdat beide voorzitters tegelijkertijd afwezig kunnen zijn, werd geopteerd voor een regeling waarbij voor elk van de samenstellende delen van de overlegcommissie een ondervoorzitter wordt aangewezen. Slechts indien ook de ondervoorzitters afwezig zijn, geldt de vervanging door het oudste lid in jaren behorende tot dezelfde assemblée. Dit principe werd opgenomen in een afzonderlijke bepaling (zie punt 3 van de ontwerp tekst).

Er dient nochtans een onderscheid te worden gemaakt tussen het leiden van de vergaderingen van de overlegcommissie en de andere taken en bevoegdheden van beide voorzitters (bijvoorbeeld saisine, bijeenroeping, vaststellen van de agenda, enz. ...).

Voor laatstgenoemde bevoegdheden is het aangewezen dat een afwezige voorzitter wordt vervangen door de ondervoorzitter respectievelijk het oudste lid in jaren behorende tot dezelfde assemblée (zie punt 3 van de ontwerp tekst). De regeling die geldt voor het leiden van de vergadering (vervanging in eerste instantie door de voorzitter van de andere assemblée, zie punt 4.1) wijkt dus af van de algemene regel verrat in punt 3.

De alinea's 2 tot 4 gaven geen aanleiding tot inhoudelijke opmerkingen.

Aan alinea 5, die het toelaten van derden tot de vergaderingen betreft, werd wel een grondige discussie gewijd.

En ce qui concerne la participation aux réunions d'autres personnes que les membres effectifs ou les suppléants, il a été décidé de remplacer les mots « autres personnes » par les mots « autres membres de la Chambre des représentants ou du Sénat ». C'est ainsi qu'il peut notamment être utile d'admettre à une réunion les auteurs des textes soumis à la commission ou les membres de groupes non représentés au sein de la commission. Il n'est cependant pas nécessaire de préciser cela dans une disposition spécifique.

La modification ainsi apportée au texte initial n'exclut pas non plus que des non-parlementaires puissent être invités à la commission, si telle est la décision de la commission.

Il est clair que le droit de vote demeure la prérogative des membres effectifs ou — en l'absence de ceux-ci — des suppléants. Telle est la ratio legis de l'adjonction des mots « avec voix consultative ».

La disposition relative au mode de décision (deuxième phrase du cinquième alinéa) a été supprimée, parce qu'elle ne faisait que répéter le principe général énoncé au point 6 (point 7.1 du projet de texte). La deuxième phrase du dernier alinéa a été supprimée pour la même raison.

4. Procès-verbaux

À l'alinéa 1^{er}, les mots « les votes » ont été remplacés par les mots « les résultats des votes », afin d'indiquer clairement qu'il convient de consigner seulement le résultat final, et non les différents votes émis par les membres.

L'alinéa 2 a été modifié afin de le mettre en concordance avec les modifications apportées ci-dessus aux règles régissant le remplacement des présidents.

5. Saisine

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, il est à noter que la demande ne doit pas être motivée.

Pour ce qui est de l'alinéa 3, il convient d'observer que les présidents peuvent notamment conclure à l'irrecevabilité d'une demande dont la formulation n'est pas suffisamment précise ou qui a le même objet qu'une demande antérieure.

Les quatre premiers alinéas n'ont fait l'objet d'aucune modification de fond.

L'adjonction des mots « relevant de sa compétence » à la fin de l'alinéa 5 tend à éviter que la commission parlementaire de concertation ne soit saisie d'autres questions que celles relevant de sa compétence conformément à la Constitution et à la loi du 6 avril 1995.

L'alinéa 6 n'a fait l'objet d'aucune observation.

Pour ce qui est de l'alinéa 7, un choix a été fait : toute modification de l'ordre du jour en cours de réunion requiert obligatoirement un consensus, et non la majorité prévue à l'article 14, alinéa 2, de la loi du 6 avril 1995.

6. Décisions

À la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er}, les mots « Elle ne peut toutefois statuer valablement que de la manière prévue » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des dispositions du point 6.7, elle statue toujours selon les modalités définies » (cf. le nouveau r^o 6.7).

En ce qui concerne l'alinéa 2, la question s'est posée de savoir si chaque décision de la commission doit être publiée sous la forme d'un document parlementaire distinct (portant le même numéro de base que le texte auquel la décision

Wat het bijwonen van de vergaderingen door anderen dan de vaste leden of de plaatsvervangers betreft, werd beslist de woorden « andere personen » te vervangen door « andere leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat ». Zo kan het inzonderheid nuttig zijn de auteurs van de aan de commissie voorgelegde teksten of de leden van niet in de commissie vertegenwoordigde fracties tot een vergadering toe te laten. Het is echter niet nodig daaraan een specifieke bepaling te wijden.

De bovenstaande tekstwijziging sluit evenmin uit dat niet-parlementairen worden uitgenodigd, mocht de commissie zulks beslissen.

Het spreekt vanzelf dat stemrecht het voorrecht blijft van de vaste of — in hun afwezigheid — de plaatsvervangende leden. Dat is de ratio legis van de toevoeging van de woorden « met raadgevende stem ».

De bepaling betreffende de wijze van beslissen (tweede zin van alinea 5) werd weggelaten omdat ze een herhaling is van het algemene principe vervat in punt 6 (punt 7.1 van de ontwerp tekst). Om dezelfde reden werd de tweede zin van de laatste alinea weggelaten.

4. Notulen

In de eerste alinea werden de woorden « de stemmingen » vervangen door de woorden « het resultaat van de stemmingen » om duidelijk aan te geven dat enkel het eindresultaat wordt geregistreerd en niet het individuele stemgedrag van de leden.

De tweede alinea werd gewijzigd om hem in overeenstemming te brengen met de hierboven gewijzigde regeling inzake de vervanging van de voorzitters.

5. Saisine

Met betrekking tot de eerste alinea zij opgemerkt dat het verzoek niet moet worden gemotiveerd.

Met betrekking tot de derde alinea zij vermeld dat de voorzitters onder meer tot de onontvankelijkheid van een verzoek kunnen concluderen indien het onvoldoende precies geformuleerd is of indien het hetzelfde voorwerp heeft als een vorig verzoek.

Inhoudelijke wijzigingen werden aan de eerste vier alinea's niet aangebracht.

De toevoeging van de woorden « die tot haar bevoegdheid behoort » in fine van de vijfde alinea strekt ertoe te vermijden dat andere aangelegenheden op de agenda zouden worden geplaatst dan die welke luidens de Grondwet en de wet van 6 april 1995 tot de bevoegdheid van de parlementaire overlegcommissie behoren.

Over de zesde alinea werden geen opmerkingen gemaakt.

Wat de zevende alinea betreft werd een keuze gemaakt : een wijziging van de agenda ter zitting is dus maar mogelijk bij consensus en niet bij de meerderheid bedoeld in artikel 14, tweede lid van de wet van 6 april 1995.

6. Beslissingen

In de tweede zin van de eerste alinea worden de woorden « zij kan evenwel slechts rechtsgeldig beslissen » vervangen door de woorden « onverminderd het bepaalde onder 6.7. beslist zij steeds » (cf. het nieuwe r^o 6.7).

Wat de tweede alinea betreft, is de vraag aangesneden of elke beslissing van de commissie moet worden gepubliceerd in een afzonderlijk parlementair stuk (met hetzelfde basisnummer als de tekst waarop de beslissing betrekking heeft),

se rapporte) ou si plusieurs décisions prises au cours d'une ou de plusieurs réunions peuvent être groupées dans un seul document. Afin d'éviter les dépenses inutiles, il a été décidé que plusieurs décisions pourraient être groupées, étant entendu que, le cas échéant, le rapport ou le texte adopté comportera une référence au document contenant la décision de la commission de concertation concernant le projet ou la proposition.

Le document parlementaire commun portera le numéro 82/x tant à la Chambre qu'au Sénat (cf. article 82 de la Constitution).

Par ailleurs, il a été spécifié au cours de la discussion que les décisions de la commission ne seraient pas motivées et seraient extraites des procès-verbaux visés au point 5.2. Ces procès-verbaux sont dressés et signés dès la fin de la réunion.

Compte tenu des modifications apportées ci-dessus en ce qui concerne le remplacement du président, la phrase «Il est signé [par les deux présidents (ou par ceux qui les remplacent)] [par le président qui a présidé la réunion]», qui figure à l'alinéa 3, est remplacée par les mots» ainsi que le nom de ceux qui ont signé le procès-verbal comme prévu au 5.2 »;

La rédaction de l'alinéa 4 (et du point 7.3) a été adaptée à ce qui précède.

7. Divers

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 avril 1995, la commission peut allonger les délais dans lesquels elle doit prendre sa décision. Au cours de l'examen du projet de règlement d'ordre intérieur, il a finalement été convenu que cette décision devrait également être consignée dans un document parlementaire 82/x (visé à l'alinéa 2 du n° 6, cf. point 7.2. du projet de texte).

D'autre part, un échange de vues a eu lieu concernant le point de départ des délais (dies a quo). Après la discussion, l'opinion prédominante était qu'il faudrait prendre en compte les heures d'ouverture des greffes respectifs.

Vos présidents et rapporteurs estiment que le règlement d'ordre intérieur de la commission de concertation peut être publié sous la forme d'un document parlementaire (et non au Moniteur belge).

dan wel of meerdere beslissingen genomen tijdens een of meer vergaderingen kunnen worden gegroepeerd in één stuk. Om onnodige uitgaven te vermijden werd geopteerd voor een mogelijke groepering van beslissingen, met dien verstande dat hetzij in het verslag, hetzij in de aangenomen tekst in voorkomend geval een verwijzing moet worden opgenomen naar het stuk waarin de beslissing van de overlegcommissie met betrekking tot het voorstel of ontwerp is weergegeven.

Het gemeenschappelijk parlementair stuk zal zowel voor de Kamer als voor de Senaat het nummer 82/x dragen (cf. artikel 82 van de Grondwet).

Tijdens de discussie werd voorts gespecificeerd dat de beslissingen van de commissie niet worden gemotiveerd en dat zij worden gelicht uit de notulen bedoeld in 5.2. Voor-noemde notulen worden onmiddellijk na de vergadering opgesteld en ondertekend.

In het licht van de wijzigingen die hierboven zijn aangebracht met betrekking tot de vervanging van de voorzitter wordt in de derde alinea de zin «Het wordt ondertekend [door de beide voorzitters (of diegenen die hen vervangen)] [door de voorzitter die de vergadering heeft voorgezeten]» vervangen door de woorden «en de naam van degenen die de notulen zoals bedoeld in 5.2 hebben ondertekend.».

De redactie van de vierde alinea (zie punt 7.3) werd aangepast aan wat voorafgaat.

7. Varia

Luidens artikel 13 van de wet van 6 april 1995 kan de commissie de termijnen verlengen waarbinnen ze een beslissing moet nemen. Tijdens de bespreking van het voor-ontwerp van reglement van orde werd uitdrukkelijk gesteld dat ook die beslissing moet worden opgenomen in een parlementair stuk 82/x (zoals bedoeld in de tweede alinea van n° 6, cf. punt 7.2. van de ontwerp-tekst).

Anderzijds werd van gedachten gewisseld over het begin-punt van de termijnen (dies a quo). Na bespreking overheerste de mening dat het aangewezen is rekening te houden met de openingsuren van de respectieve griffies.

Uw voorzitters en uw rapporteurs zijn ten slotte van mening dat de publikatie van het reglement van orde van de overlegcommissie kan gebeuren in de vorm van een parlementair stuk (niet in het Belgisch Staatsblad).